

DREAL-UD69-AM
DDPP-SPE-OG

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° : DDPP-DREAL 2026-60
actualisant et modifiant les prescriptions applicables à l'installation exploitée
par la société TOKAI COBEX, 30 rue Louis Juvet à Vénissieux

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment son article R. 181-45 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 411-2 ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° : 2575 (Abrasives [emploi de matières] telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage) ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté du 26 juin 2023 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement ;

VU l'avis du 22 février 2022 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté interpréfectoral du 24 novembre 2022 approuvant le 3^{ème} plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise pour la période 2022-2027 ;

VU l'arrêté préfectoral du 2 mars 2005, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019 et modifié en dernier lieu le 19 juillet 2022, régissant le fonctionnement des activités exercées par la société TOKAI COBEX sur la commune de Vénissieux ;

VU le porter à connaissance du 22 novembre 2022 de la société TOKAI COBEX relatif aux modifications prévues sur son installation (PAC Grenailleuse) consistant au remplacement d'un atelier de nettoyage par brossage par l'implantation d'un atelier de nettoyage par grenaillage ;

VU le porter à connaissance du 22 janvier 2026, complété le 27 février 2026, de la société TOKAI COBEX relatif aux modifications prévues sur son installation (Traitement Terres Polluées) ;

VU le rapport du 16 mars 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 23 mars 2026 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU la réponse du 2 avril 2026 de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que le porter à connaissance du 22 janvier 2026 susvisé est conforme aux dispositions des articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le projet consiste au traitement et à l'excavation de 1 800 m³ de terres qui sont stockées sur le site de TOKAI COBEX depuis 2013 ;

CONSIDÉRANT que les terres stockées ont fait l'objet d'analyses de caractérisation mettant en évidence la présence d'amiante et de dépassements des valeurs limites à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes, tels que définis à l'Annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations de stockage des déchets inertes, pour les paramètres HAP, sulfates et baryum ;

CONSIDÉRANT que le risque amiante est appréhendé par l'exploitant par le respect des dispositions du code du travail, en ce qui concerne les chantiers avec présence d'amiante ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a prévu des mesures permettant de limiter les risques chroniques et accidentels liés à ce traitement des terres, mais qu'afin de prévenir les risques de pollution des milieux eaux et sols, des prescriptions complémentaires sont nécessaires afin d'encadrer :

- les modalités de stockage des terres sur site pendant la durée des travaux,
- les analyses à réaliser sur les eaux souterraines,
- le suivi du site post-travaux et les éventuelles mesures à réaliser en cas de pollution résiduelle ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour le tableau des installations et activités pour refléter les activités réalisées sur le site depuis la mise en place du projet Grenailleuse ;

CONSIDÉRANT que, d'après l'examen des critères de l'article R. 181-46 du code de l'environnement, ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel, et qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, d'actualiser les prescriptions réglementaires ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R.181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) ;

CONSIDÉRANT dès lors que les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations et du chef de l'unité départementale du Rhône de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

Article 1

Il est accusé réception de la demande de la société TOKAI COBEX du 22 janvier 2026, pour la modification de ses installations (Traitement terres polluées) situées sur la commune de Vénissieux.

L'arrêté préfectoral du 2 mars 2005, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019 et modifié en dernier lieu le 19 juillet 2022 reste applicable, selon les modifications édictées par les articles suivants.

Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

À l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019 modifié, la liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau est remplacée par :

«

Rubriques ICPE et IOTA		Situation autorisée	
N°	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime
3680	Fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation	Activité principale du site	A
2541	Agglomération de houille, charbon de bois, minerai de fer, fabrication de graphite artificiel, la capacité de production étant supérieure à 10 t/j	Capacité de cuisson maximale autorisée – 70 000 t/an et un maximum journalier de 200 t/j	A
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 500 t	Coke four : 1 300 t Coke neuf : 260 t Coke régénéré : 390 t Graphite naturel : 500 t Total : 2 450 t	A
2515-1-a	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	Traitement emballage cuisson : 143 kW Installation BAM :-Broyeur (500 kW) et ligne 1 :Tamiseur, dépoussiéreurs, système d'ensachage (300 kW) Total : 943 kW	E

2910-A 2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes :</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	1,42 MW puissance des 5 chaudières (chauffage des locaux hors fours)	DC
2575	<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.</p>	Grenailleuses :136 kW	D
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	4 piézomètres de surveillance	D

1.3.1.0 1°	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 1° Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h (A)	2 pompes de capacités respectives 80 m ³ /h et 90 m ³ /h (pas de fonctionnement simultané)	A
2.1.5.0 2°	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Superficie totale du site 69 368 m ²	D

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE) ou NC (Non Classé)

En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

La capacité maximale autorisée correspond à la capacité maximale de cuisson, en comptabilisant les produits entrant avant cuisson. Toute demande d'augmentation des capacités de production doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet du Rhône.

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3680 relative à la fabrication de carbone (charbon dur) ou d'électrographite par combustion ou graphitisation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF NFM.

Le site n'est pas classé SEVESO seuil bas ou haut par classement direct ou règle de cumul. »

Article 3 – Réglementation applicable

La liste de l'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019, est complétée par :

« – Arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° : 2575 (Abrasives [emploi de matières] telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage) ».

Article 4 – Zone de stockage des terres issues des déblaiements du chantier OTR

Le paragraphe de l'article 9.7 et les annexes 2 et 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 septembre 2019, sont supprimés et remplacés par :

« Article 9.7 Travaux d'évacuation des terres issues des déblaiements du chantier OTR

9.7.1 Traçabilité et bilan de gestion des terres excavées

Dans le cadre des travaux de traitement et d'évacuation des terres issues des déblaiements du chantier OTR l'exploitant doit tenir à jour un registre de suivi des terres excavées conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.

À l'issue des opérations, et au plus tard 3 mois après la fin du chantier, l'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées un rapport de destination des terres.

Ce document comprend :

- Le plan de maillage initial des terres, les résultats obtenus pour chaque maille et l'orientation prévue des matériaux,
- Les volumes ou tonnages exacts par catégorie (terres inertes, non dangereuses, dangereuses),
- Les Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) pour les terres évacuées en filières d'élimination ou de traitement.

9.7.2 Modalités de stockage des terres durant la durée des travaux

Les terres polluées en attente d'évacuation ou de traitement doivent être stockées sur le site afin de prévenir toute pollution secondaire. Le stockage est réalisé sur une zone étanche (géo-membrane haute densité) munie de rebords pour contenir les éventuels lixiviats. Les mailles qui ne font pas l'objet du criblage doivent être recouvertes en permanence d'une bâche étanche lestée pour éviter l'infiltration des eaux de pluie et l'envol de poussières.

Chaque lot de terre doit être clairement identifié par un panneau précisant sa nature et son code déchet.

La durée maximale de stockage *in situ* ne peut excéder 6 mois.

9.7.3 : Surveillance renforcée des eaux souterraines

En complément des analyses prévues à l'article 4.6.1.2, l'exploitant fait procéder à 3 campagnes de mesures supplémentaires sur les ouvrages de surveillance PZ2, PZ3 et PZ4.

Ces analyses seront réalisées avant, pendant et après (sans excéder 3 mois) la réalisation des travaux de criblage et d'évacuation des terres polluées issues du chantier de l'OTR.

Outre les paramètres physico-chimiques classiques (pH, conductivité, niveau piézométrique), les analyses porteront sur les substances suivantes :

Paramètres	Code Sandre
Hydrocarbures Totaux	7009
Arsenic (As)	1369
Nickel	1386
Baryum	1396
Sulfates	1338
Trichloroéthylène - TCE	1286
Tétrachloroéthylène - PCE	1272

Les prélèvements et analyses doivent être réalisés par un laboratoire accrédité selon les normes en vigueur. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois suivant la dernière campagne, accompagnés d'une interprétation des tendances.

9.7.4 : Surveillance renforcée des émissions atmosphériques

Conformément aux engagements de la société TOKAI COBEX dans le porter à connaissance du 22 janvier 2026 relatif aux modifications projetées de l'installation de traitement de terres polluées, complété le 27 février 2026, l'exploitant met en place une surveillance renforcée des émissions atmosphériques liées aux travaux.

À ce titre, pendant toute la durée des travaux :

- deux capteurs sur trépieds sont implantés en limite Nord-Ouest du site, et permettent la mesure en continu des concentrations en PM_{2,5} et PM₁₀,
- des mesures hebdomadaires de l'empoussièrement en fibres d'amiante sont réalisées sur quatre points de mesure, dont 3 situés à l'Ouest et un à l'Est de la zone de travaux.

Les méthodes de mesure mises en œuvre sont conformes aux normes en vigueur.

En cas de dépassement des seuils définis ci-après, l'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées et lui transmet, dans les meilleurs délais, un plan d'actions correctives :

Paramètre	Seuil
PM ₁₀	40 µg/m ³
PM _{2,5}	20 µg/m ³
Amiante	>5 fibres/l

9.7.5 : Vérification de l'état du sol après excavation des terres polluées

À l'issue des travaux d'excavation du tas de terres polluées présent sur le site, l'exploitant réalise une campagne d'analyses visant à vérifier l'état des sols sous-jacents et en périphérie immédiate de la zone de stockage des terres et de la zone de travaux.

Les prélèvements et analyses sont réalisés selon une méthodologie adaptée et par un organisme compétent. Ces investigations comprennent au minimum :

- un maillage de prélèvement sur toute la superficie de la zone concernée – 942 m² (minimum 1 prélèvement pour 50 m²) et sur une profondeur de 0 à 30 cm et 50 cm à 1 m,
- des analyses chimiques portant sur les traceurs de la pollution initiale : HAP, sulfates et baryum.

Un rapport présentant la méthodologie d'échantillonnage, la localisation des points de prélèvement, les résultats analytiques et leur interprétation est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trois mois après la réalisation des travaux d'excavation. »

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vénissieux et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Vénissieux pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Vénissieux fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le Rhône.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 Lyon Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (société TOKAI COBEX, 30 Rue Louis Juvet – 69 200 Vénissieux), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 7 – Exécution

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de Vénissieux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TOKAI COBEX.